

J-Rouge
V-Richard



**PRÉFÈTE
DE L'ISÈRE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Service Environnement

PAYS VOIRONNAIS		
REFERENCE	COURRIER ARRIVÉ LE	ORIGINAL
	03 FEV. 2025	<i>Cyde de l'air</i>
pour éléments de réponse		
pour information		

219409

Direction départementale des territoires

Grenoble, le 30 JAN. 2025

La préfète
à

M. le Président de la Communauté d'agglomération du
Pays Voironnais
Cellule Investissement Eau et Assainissement
40 rue Mainssieux
BP 363
38 500 VOIRON

Affaire suivie par : Daniel OUGIER *gg*

Objet :

- Communes : Vourey, La Murette, Saint-Blaise-du-Buis, Saint-Cassien, Charnècles
- Pétitionnaire : Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais
- Travaux : Porter à connaissance valant demande de renouvellement d'autorisation du système d'assainissement de VOUREY
- Rubrique : 2110
- N° IOTA : 38-2024-0100055823
- Notification de l'arrêté préfectoral

PJ : 1 arrêté préfectoral

LETRE EN RECOMMANDÉ AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

JA 205 798 9264 6

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'arrêté préfectoral en date du 30 janvier 2025 portant prescriptions spécifiques à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement concernant le renouvellement de l'autorisation du système d'assainissement de Vourey.

Copies de la déclaration et de cet arrêté préfectoral sont adressées à la mairie des communes concernées, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Cet arrêté est également mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Isère durant une période d'au moins six mois.

Pour la préfète de l'Isère et par délégation,
Le directeur départemental des territoires
Par subdélégation, le chef du service environnement

Pierre-Henri PEYRET

Copie de la lettre + dossier + acte préfectoral transmis à :

- Communes de : Vourey, La Murette, Saint-Blaise-du-Buis, Saint-Cassien, Charnècles
 - pour affichage en mairie durant une période d'un mois minimum, copie de la décision de monsieur le préfet concernant cette déclaration,
 - pour mise à disposition du public du dossier.

À l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant.

Tel : 04 56 59 42 12 / 07 88 05 96 59

Mél : ddt-spe@isere.gouv.fr

Adresse : DDT de l'Isère – 17, Bd Joseph Vallier, BP 45
38040 GRENOBLE Cedex 9



PRÉFÈTE DE L'ISÈRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Environnement

Direction départementale des territoires

Arrêté n°38-2024-0100055283

portant prescriptions spécifiques à déclaration
en application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement
relative au renouvellement de l'autorisation du système d'assainissement de Vourey

Communes de Charnècles, La Murette, Saint Blaise du Buis, Saint Cassin, Vourey

Dossier n°38-2024-0100055823

La Préfète de l'Isère,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

Pétitionnaire : Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais

Vu le Code de l'environnement notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté du Préfet Coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée du 21 mars 2022 paru au Journal Officiel du 3 avril 2022, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;

Vu l'arrêté préfectoral en cours de validité donnant délégation de signature à monsieur François Gorieu, directeur départemental des territoires de l'Isère ;

Vu la décision de subdélégation de signature en cours de validité donnant délégation de signature à monsieur Pierre-Henri Peyret chef du service environnement de la direction départementale des territoires de l'Isère, à madame Hélène Marquis, à madame Pascale Boularand, à monsieur Emmanuel Cuniberti, à monsieur Simon Derekx, à monsieur Titouan Flaux et à monsieur Gilles Janiseck ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 98-2239 du 07 avril 1998 portant autorisation du système d'assainissement de Vourey ;

Vu le porter-à-connaissance déposé le 20 septembre 2024, par la communauté d'agglomération du pays voironnais au guichet unique de l'eau de l'Isère et enregistré sous le numéro 38-2024-0100055823 ;

Tel : 04 56 59 46 49

Mél : ddt-spe@isere.gouv.fr

Adresse : DDT de l'Isère – 17, Bd Joseph Vallier, BP 45
38040 GRENOBLE Cedex 9

Vu les demandes de complément en date du 13 août 2024, 30 septembre 2024, et 27 novembre 2024 ;

Vu les compléments apportés au porter-à-connaissance les 19 septembre 2024, 26 novembre 2024 et 05 décembre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté adressé au pétitionnaire en date du 10 décembre 2024 ;

Vu la réponse du pétitionnaire en date du 28 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que suite aux modifications portées à l'article R214-1 du Code de l'environnement depuis l'arrêté préfectoral du 07 avril 1998 portant autorisation du système d'assainissement de Vourey, ledit système d'assainissement est désormais soumis à la procédure de déclaration au titre de l'article R214-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que au vu de l'évaluation de l'incidence du rejet des eaux usées traitées sur la qualité de l'Isère il n'apparaît pas nécessaire de fixer un niveau de rejet plus contraignant que le minimum réglementaire pour la pollution carbonée ;

CONSIDÉRANT que vu le cumul des rejets d'eaux résiduaires urbaines dans l'Isère il est cependant nécessaire de fixer un niveau de rejet pour le paramètre azote ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Isère ;

Arrête

Titre I : OBJET DE LA DÉCLARATION

Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais :

- représentée par son président,
- et dénommée ci-après « le déclarant »,

de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

1/ l'exploitation de la station d'épuration de Vourey d'une capacité nominale de 6 000 Equivalent-Habitants, au lieu-dit Les Devez sur la commune de Vourey,

2/ la mise aux normes et l'exploitation du système de collecte constitué de canalisations, de stations de pompage, de déversoirs d'orage et d'ouvrages d'écrtement et de limitation de l'impact des déversements en provenance du système de collecte.

La station d'épuration de Vourey traite actuellement les eaux résiduaires en provenance des communes de Charnècles, La Murette, Saint Blaise du Buis, Saint Cassin, Vourey.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement.

Les rubriques du tableau de l'article R 214-1 du Code de l'environnement concernées, pour ce système d'assainissement, sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
2.1.1.0	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du Code Général des Collectivités Territoriales <ul style="list-style-type: none"> ○ Supérieure à 600 kg de DBO5 (A). ○ Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D). 	Déclaration	Arrêté du 21 juillet 2015

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 2 : Prescriptions générales (Arrêté ministériel de prescriptions générales)

Le déclarant doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié.

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Le déclarant devra respecter les prescriptions spécifiques suivantes.

Article 3.1 – Nature des installations

La station d'épuration de Vourey fonctionne selon le principe des boues activées.

La capacité nominale est de 6 000 Équivalents-Habitants.

Les boues d'épuration produites seront principalement orientées vers la filière digestion de la station d'épuration d'Aquantis. La filière de compostage des boues sera maintenue en cas d'indisponibilité de la filière digestion.

Le rejet s'effectue dans l'Isère.

Les réseaux des communes sont majoritairement séparatifs.

7 déversoirs d'orage (y compris les trop-pleins de stations de pompage) sont existants sur l'ensemble des réseaux de collecte et de transfert du déclarant.

Commune	Nom du déversoir d'orage	Coordonnées Lambert DO	Coordonnées Lambert rejet	Charge transitée EH	Exutoire du rejet
Vourey	Lot Chantarot (7.7)	X : 897 797,73 Y : 6 472 002,96	X : 897 803,64 Y : 6 472 000,37	200 < <2000	La Mayenne
La Murette	DO Jardin (7.0)	X : 896 642,57 Y : 6 478 895,99	X : 898 405,9 Y : 6 478 337,76	<200	Réseau EP puis ruisseau Le Gard
	DO Cossert (7.1)	X : 897 899,62 Y : 6 478 814,6	X : 898 405,9 Y : 6 478 337,76	<200	Réseau EP puis ruisseau Le Gard
	DO Pavée (7,2)	X : 898 734,1 Y : 6 478 853,69	X : 898 405,9 Y : 6 478 337,76	<200	Réseau EP puis ruisseau Le Gard

Commune	Nom du déversoir d'orage	Coordonnées Lambert DO	Coordonnées Lambert rejet	Charge transitée EH	Exutoire du rejet
	Do Pavée Bis (7.3)	X : 898 607,35 Y : 6 478 465,39	X : 898 405,9 Y : 6 478 337,76	<200	Réseau EP puis ruisseau Le Gard
	DO Couratière (7.4)	X : 898 638,04 Y : 6 478 981,56	X : 898 405,9 Y : 6 478 337,76	<200	Réseau EP puis ruisseau Le Gard
Réaumont	TP PR St Blaise du Buis	X : 897 836,31 Y : 6 477 683,95	X : 897 812,14 Y : 6 477 314,33	200< <2000	Réseau assainissement Réaumont

Évolutions prévues sur le système d'assainissement

Le déversoir d'orage de Chantarot (trop-plein du poste) sera requalifié en point A1 après la requalification du poste de refoulement de Chantarot dont la capacité de pompage sera augmentée de manière à garantir 12 déversements par an au maximum.

À l'issue de ces travaux, le point A2 sera déplacé physiquement en entrée de la station d'épuration où un nouveau bassin d'orage sera construit. Le rejet des eaux déversées se fera à l'Isère au lieu de La Mayenne.

Le raccordement de la commune de Saint Blaise du Buis au système d'assainissement de Vourey est prévu par l'intermédiaire d'un poste de refoulement dimensionné de manière à garantir 12 déversements par an au maximum.

Le trop-plein du poste se fera dans le réseau du système d'assainissement de Réaumont.

Le plan d'action prévu sur le système d'assainissement de Vourey est joint en annexe au présent arrêté.

Article 3.2 – Conditions techniques imposées au système de collecte

Les ouvrages doivent être conçus, réalisés, entretenus et exploités de manière à éviter les fuites et les apports d'eaux claires parasites et à acheminer au système de traitement les flux correspondant à son débit de référence.

Le système de collecte et de transit, ainsi que les regards et les postes de refoulement, doivent être parfaitement étanches.

Les canalisations de by-pass, de surverse ou de rejet doivent être aménagées pour éviter les érosions du milieu récepteur.

Aucun rejet n'est admis par temps sec au niveau des déversoirs d'orage.

Aucune activité générant des rejets industriels n'est actuellement identifiée.

Les raccordements d'effluents non domestiques font l'objet d'une autorisation de déversement au réseau public, conformément aux dispositions de l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique.

Ces autorisations seront fournies, à sa demande, au service en charge de la police de l'eau.

- Conformité nationale

Le système de collecte ne comporte pas d'ouvrage de déversements situé à l'aval de tronçon destinés à collecter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5. Après réhabilitation du site de Chantarot, le DO Chantarot deviendra un point de déversement A1.

Le critère de conformité nationale sera défini à ce moment-là.

- Conformité locale

Le trop-plein du poste de refoulement de Saint Blaise du Buis et le déversoir du bassin tampon de La Murette sont soumis à autosurveillance réglementaire locale (point R1).

Ouvrage	Codification SANDRE	Critère conformité locale
DO Saint Blaise du Buis	R1	12 déversements par an
DO Bassin Tampon La Murette	R1	12 déversements par an

Article 3.3 – Conditions techniques imposées au système de traitement

3-3-1 – Débit et charges de référence des ouvrages de traitement

Le débit maximal admissible et les charges maximales à traiter par le système de traitement sont :

Débit journalier nominal	900 m ³ /j
Débit de pointe admissible en entrée de station temps sec	87 m ³ /h
Débit de pointe admissible en entrée de station temps de pluie	104 m ³ /h
Capacité nominale	6 000 EH
Charge entrante en MES	540 kg/j
Charge entrante en DBO ₅	360 kg/j
Charge entrante en DCO	720 kg/j
Charge entrante en NTK	90 kg/j
Charge entrante en Pt	25 kg/j

Tant que le centile 95 des débits arrivant à la station d'épuration n'est pas dépassé, les eaux acheminées à celle-ci doivent être traitées en respectant les valeurs limites de rejet figurant dans les articles suivants.

Jusqu'à sa réhabilitation et transformation en déversoir du système de collecte (A1) le déversoir du PR Chantarot ne doit pas déverser plus de 12 fois par an.

Au-delà, le système devra être exploité de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées par le système dans le milieu.

3-3-2 – Valeurs limites de rejet

Le système de traitement doit être conçu pour assurer le traitement des effluents en respectant les valeurs limites en rendement **ou** en concentration suivantes :

Paramètre	Valeur maximale en concentration	Valeur minimale en rendement	Autre
pH			entre 6 et 8,5
Température			< 25 °C
MES	35 mg/l	90%	
DBO ₅	25 mg/l	80%	
DCO	125 mg/l	75%	
NTK	10 mg/l	90%	

Ces valeurs se réfèrent aux méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré, ni décanté.

3-3-3 – Règles de conformité

Paramètre	Nombre annuel de mesures	Nombre maximal de mesures non conformes	Valeur rédhibitoire en concentration
MEST	12	2	85 mg/l
DBO5	12	2	50 mg/l
DCO	12	2	250 mg/l
NTK	4	1	
NGL	4		
Pt	4		

Les trois conditions suivantes doivent être simultanément respectées :

1. Les mesures doivent toujours être inférieures à la valeur rédhibitoire en concentration, sauf dans le cas des périodes de réparation et des opérations de maintenance programmées qui ont fait l'objet d'une déclaration au service en charge de la police de l'eau, et quand les prescriptions éventuelles de ce dernier ont été respectées.
2. Les mesures doivent en outre respecter les valeurs limites soit en concentration soit en rendement, avec un nombre maximum de mesures, figurant dans le tableau ci-dessus, qui peuvent être non conformes à cette condition.
3. Les paramètres MEST, DBO5, DCO, NTK doivent respecter les valeurs limites en moyenne journalière.
4. **Pour le paramètre NTK**, le nombre annuel de résultats non conformes aux valeurs limites en concentration ou rendement fixées par l'article 3.3.2, ne dépasse pas le nombre fixé par le tableau 8 de l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, pour le nombre d'échantillons prélevés et une fois écartés les échantillons réalisés hors conditions normales de fonctionnement de la station ou pour une **température journalière des effluents inférieure à 12°C**.

3-3-4 – Sous produits

Le déclarant doit prendre toutes dispositions nécessaires dans l'exploitation de l'installation pour assurer une bonne gestion des déchets, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet. Le déclarant doit être en mesure d'en justifier l'élimination, sur demande du service en charge de la police de l'eau.

Tous les sous-produits sont consignés dans un registre mentionnant les quantités et destinations. Les quantités produites et évacuées sont comptabilisées (en matière brute et en matière sèche pour les boues), et sont intégrées aux données d'autosurveillance.

Tout changement de type de traitement ou d'élimination de ces déchets est signalé au service en charge de la police de l'eau dans le délai maximum de trois mois.

Article 3.4 – Surveillance du système d'assainissement

3-4-1 – Principe

Le déclarant met en place une surveillance du système de collecte et de la station d'épuration en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité ainsi que d'en évaluer l'impact sur l'environnement, conformément aux modalités techniques prévues par la réglementation en vigueur.

Les modalités pratiques de la surveillance et de la transmission des données sont décrites dans le manuel d'autosurveillance du système d'assainissement. Le manuel porte à la fois sur la station d'épuration et le système de collecte associé.

Le déclarant y décrit de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les modalités de transmission des données,

les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Ce manuel est transmis à l'agence de l'eau ainsi qu'au service en charge de la police de l'eau pour validation dans le délai maximal de **9 mois** après mise en eau de la station d'épuration. Il est régulièrement mis à jour et tenu à disposition de ces services sur le site de la station.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant les incidents, les pannes, les mesures prises pour y remédier et les procédures à observer par le personnel de maintenance ainsi qu'un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement et une liste des points de contrôle des équipements soumis à une inspection périodique de prévention des pannes.

Le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement, tel que défini à l'article 20-I-2° de l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, est remis au service en charge de la police de l'eau avant le **1^{er} mars** de l'année suivante. Il porte sur l'ensemble du système d'assainissement (station d'épuration et système de collecte) : en cas de maîtrise d'ouvrage différente, le ou les maîtres d'ouvrage du système de collecte établissent leur propre bilan qu'ils transmettent au service en charge de la police de l'eau ainsi qu'au maître d'ouvrage de la station d'épuration pour qu'il les synthétise dans son propre bilan global.

3-4-2 – Suivi du réseau et des déversoirs d'orage

- Réseau

Le suivi du réseau doit être réalisé par tout moyen approprié (par exemple inspection télévisée, enregistrement des débits horaires véhiculés par les principaux émissaires ...).

Les données d'auto-surveillance des rejets d'eaux usées non domestiques requises par les autorisations de déversement ou les conventions sont jointes au bilan annuel.

Les déversoirs d'orage :

- DO BO La Murette,

- DO PR St Blaise du Buis,

sont équipés de dispositifs d'autosurveillance permettant la mesure du temps de déversement et l'estimation des débits déversés.

3-4-3 – Station d'épuration

L'exploitant réalise sur l'ensemble des entrées et sorties du système de traitement, les mesures suivantes :

Paramètre	Fréquence en entrée (nombre de jours par an)	Fréquence en sortie (nombre de jours par an)
Débit	365	365
Température moyenne journalière		365
pH	12	12
MES	12	12
DBO ₅	12	12
DCO	12	12
NTK	4	4
NH ₄	4	4
NO ₂ , NO ₃	4	4
NGL	4	4
Pt	4	4

Les prélèvements en entrée et sortie de la station d'épuration seront effectués proportionnellement au débit sur une période de 24 heures.

La mesure en continu de la température est réalisée dans le bassin d'aération.

Le programme annuel d'autosurveillance consiste en un calendrier prévisionnel de réalisation des mesures. Il doit être représentatif des particularités (activités industrielles, touristiques...) de l'agglomération d'assainissement. Il est adressé par le déclarant avant le **1^{er} décembre** de l'année précédant la mise en œuvre de ce programme au service en charge de la police de l'eau pour acceptation, et à l'Agence de l'eau.

- Suivi des déversements en entrée de station

Le déversoir d'orage du poste de relèvement constitue un point réglementaire rattaché à la station d'épuration. Le dispositif d'autosurveillance doit assurer la mesure des débits déversés pour cet ouvrage.

- Suivi des boues issues du traitement des eaux usées

Les quantités de matières sèches de boues produites sont déterminées 12 fois par an (quantité mensuelle).

Le manuel d'autosurveillance précise la fréquence des mesures de siccité des boues.

Elle est au minimum de **12 fois par an** et est adaptée en fonction de la fréquence de l'extraction des boues de la file eau et de la fréquence des évacuations.

Indépendamment de la filière de gestion des boues utilisée, il est réalisé chaque année sur les boues évacuées 2 analyses de l'ensemble des paramètres prévus par l'arrêté du 8 janvier 1998 relatif aux épandages de boues sur les sols agricoles.

3-4-4 – Transmission de données et information du service en charge de la police de l'eau

Les informations et résultats d'autosurveillance produits durant le mois N sont transmis dans le courant du mois N + 1 au service en charge de la police de l'eau et à l'Agence de l'eau, dans un format conforme au scénario d'échange des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement en vigueur, défini par le service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE).

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté, l'information du service en charge de la police de l'eau est immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Le déclarant informe également le service en charge de la police de l'eau de toute non-conformité en matière d'autosurveillance, ainsi que de tout incident susceptible d'altérer la qualité du traitement ou d'impacter le milieu récepteur.

- Opérations d'entretien et de maintenance

Le déclarant informe le service en charge de la police de l'eau au minimum un mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparations prévisibles des installations et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux réceptrices et l'environnement. Il précise les caractéristiques des déversements (débit, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'importance et l'impact sur les masses d'eau réceptrices de ces déversements.

Article 4 : Modifications des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Titre III – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 5 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et au contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 6 : Transmission du bénéfice de la déclaration

Conformément à l'article R.214-40-2 du Code de l'environnement lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée dans le dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au guichet unique de la police de l'eau et des milieux aquatiques, dans les 3 mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

Article 7 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 9 : Publication et information des tiers

Copies de la déclaration et de cet arrêté sont adressées en mairie de Charnècles, La Murette, Saint Blaise du Buis, Saint Cassin, Vourey pour affichage et pour mise à la disposition du public du dossier pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Isère durant une durée d'au moins 6 mois.

Article 10 : Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.


La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 11 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère,
Les maires des communes de Charnècles, La Murette, Saint Blaise du Buis, Saint Cassin, Vourey,
Le directeur départemental des territoires,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Grenoble, le 30 janvier 2025

Pour le préfet de l'Isère et par délégation,
Le directeur départemental des territoires
Par subdélégation, le chef du service environnement



Pierre-Henri PEYRET

ANNEXE

Plan d'action – Système d'assainissement de Vourey

Commune	Emplacement	Objectif des travaux	Objet des travaux	Délais
St Blaise du Buis	PR Refoulement	Raccordement de la commune au système d'assainissement de Vourey	Création poste de refoulement	2025
Vourey	Commune entière	Localiser les intrusions d'ECPP et les points d'intrusion d'ECM dans le réseau	Inspection nocturne des réseaux et tests à la fumée	2026-2027
Saint-Cassien	Commune entière	Localiser les intrusions d'ECPP et les points d'intrusion d'ECM dans le réseau	Inspection nocturne des réseaux et tests à la fumée	2027-2028
Charnècles	Commune entière	Localiser les points d'intrusion d'ECM dans le réseau	Tests à la fumée sur le réseau	2029-2030
Vourey	Station d'épuration	Supprimer les débordements à l'Isère pour la pluie mensuelle	Construction d'un bassin d'orage de 350 m³. Réhabilitation du site de Chantarot	2035-2040
Vourey	Station d'épuration	Augmenter la capacité de traitement	Construction d'une nouvelle filière de traitement à la station existante	2035-2040